

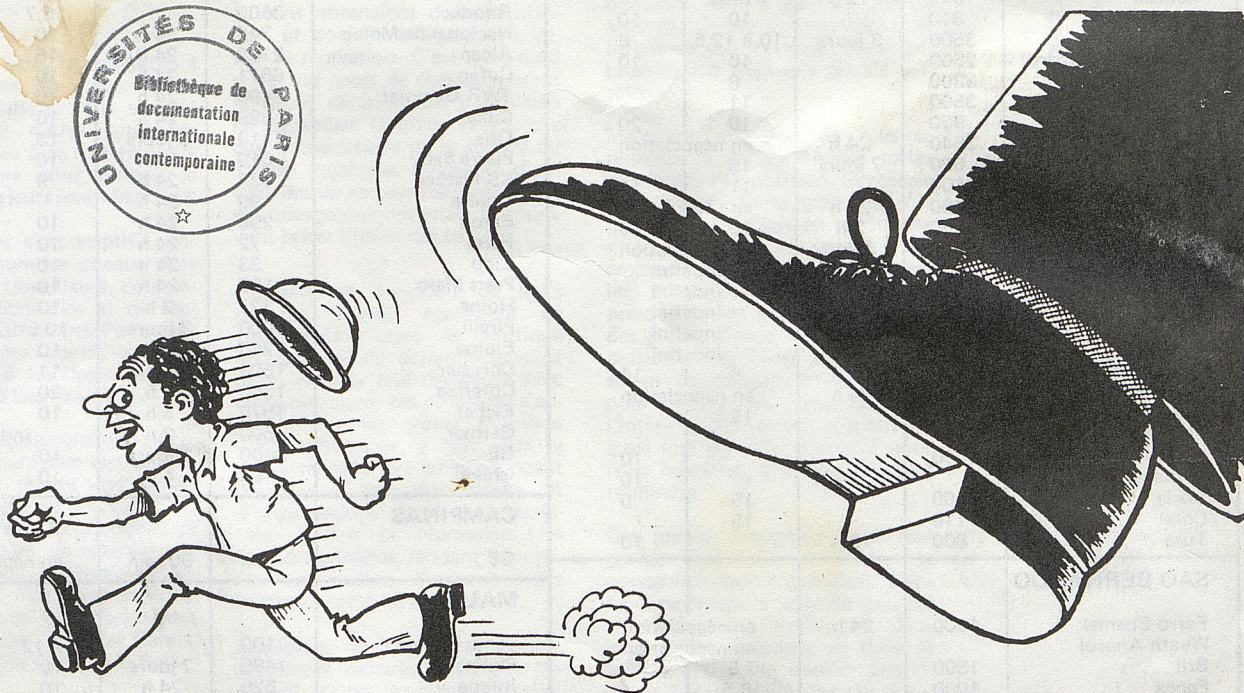
unité

Numéro 2
1ère année
Oct. 1978



syndicale brésilienne

— Trimestriel - 3 francs —



Jornal "Peão"

«A luta não parou nesses dez anos»

40P. 11311

Bilan des grèves à Sao Paulo

Entreprises	nombre d'ouvriers	Durée de la grève	Résultats		Entreprise	nombre d'ouvriers	durée de la grève	Résultat	
			Augmen- tation	Rattrapage %				augmen- tation	rattrapage
SAO PAULO					SANTO ANDRE				
Brazaço-Mapri	1750	3 jours	15		Trorion	900		27,5	
Barbara	200	24 h	8	4	Lanificio Sto Amaro		5 h	en négociation	
Itel	360	2 jours	13	28	Atlantic	380		10	10
Maquinas Gutman	350	2 jours	10		Glasurit	1500		en négociation	
Metalac	625	12 h	7 à 15		Firestone	3700		10,5	
Corneta	340		10	10	Rhodia	3600		15,7	
Siemens	3500	3 jours	10 à 12,5	8	Nacional de Metais	740	24 h	10	
Siderurgica Aliperti	2500		10	10	Alcan	2162	24 h	15	
Voith	3300		8		Cofap	6671	24 h	10	
Ford (caminhoes)	3500		11		TWR Gemmer	2498	24 h	10	
Pirelli	930		10	20	Cima	699	24 h	10	
Sofungen	3540	24 h	en négociation		Otis	1113	5 jours	13	
Toshiba	520	7 jours	15		Pierre Saby	619	24 h	10	
Volkswagen	3500		11	14	KS Pistoos	638	24 h	9	
Ardea	480	24 h	en négociation		Krause	99	24 h	15	
Same	1000	2 h	10	10	Eaton	290	24 h	10	
Schunk-Epe	220	12 h	en négociation		Feisa	72	24 h	10	
Massey-Ferguson	1580	2 jours	indéfini		Lido	33	24 h	10	
Caterpillar	1830	12 h	indéfini		Prats Maso	125	24 h	10	
Atlas	1200	12 h	indéfini		Home	377	2 h	10	
Mangels	600	12 h	indéfini		Pirelli	5000	3 jours	10,5	
Supertest	300	12 h	indéfini		Eluma	2240	5 h	10	
CBR	60	12 h	6	14	Chrysler	1500	3 jours	11	
Fresimbra	630	24 h	en négociation		Coferraz	1300	2 h	20	
Metal Leve	4350		15		Fichet	1970	5 h	10	
S/A O Estado de Sao Paulo	3000			10	Geramar	500	2 h	indéfini	
Folha da manha				10	GE	3400	2 jours	10	
Adria	1100		15	5	Ishike	83	4 h	10	
Coral	110		15		CAMPINAS				
Tusa	800	12 h		10	GE	600	90 min	en négociation	
SAO BERNARDO					MAUA				
Ferro Enamel	1100	24 h	en négociation		Santa Marina	100		5 à 12	12
Wyeth Anacol			en négociation		Philips	1489	2 jours	10	
Bril	1800		7,5		Ibrape	528	24 h	10	
Panex	1000	2 jours	16,5		Mollins	625	4 h	indéfini	
Tri-sure	250		10	12	OSASCO				
Atlas-Copco	700		11	13	Brown-Boveri	3000	5 jours	10 à 15	10
Coldex-Trane	900		12		Grupo Cobrasma	13000	4 jours	15	10
Fiat	400		11		Forjaço	550	32 h	15	10
Fibam	400		11		Ford (fundição)	800		11	14,5
Polima	1300		5	10	Carpi-Frigor	180	5 jours	8 à 18	
Scania	6000	7 jours	11	13,5	Arcos-Solda	150		10	10
Ford (automoveis)	11000	7 jours	11	13,5	Corneta	100		indéfini	
Chrysler	2200		11	13,5	Osram			7,4 à 20	
Volkswagen	38000		11	13,5	RIBEIRAO PIRES				
Mercedes-Benz	18000		11	13,5	Constanta	1387	24 h	10	
Brastemp	3800		10		Brosol	960	24 h	15	
Refeinhauser	300		11	15	Calvi	100	3 h	indéfini	
Huller	250		10	15	SERTAOZINHO				
Villares	4000		11		Bardella-Borrielo	700	5 h	10	7
Borg Warner	800		11	13,5	Same	850	5 jours	10	10
Sulzer-Weiser	450		11	13,5	COTIA				
Prensas Shuler	1700		en négociation		Excello-Metal-Leve	850	6 jours	indéfini	
Kubota Tekko	700		11	13,5	Grupo Munck	300		15	15
Karmann Ghia	700		11	13,5	TABOAO				
Toyota	400		11	13,5	Cinpal	800	2 jours	12	12
JI Case	250		11		Fibro-Dynapac	800	1 h	10	15
Forjaria SB	1200		11		Ital	33	24 h	indéfini	
Perkins	1500		10						
Hiller	250		10						
SAO CAETANO									
Anhembi	650	24 h	en négociation						
Matarazzo	400		en négociation						
Brasimca	800		11						
Mannesmann	650		5,5						
GM	20000		11						

Au mois de mai dernier a commencé à Sao Bernardo do Campo, dans l'Etat de Sao Paulo, le mouvement de grève le plus important de ces 14 années de dictature militaire.

Dans l'ensemble des luttes du mouvement ouvrier, les grèves partielles sont devenues une pratique constante comme forme de résistance, au cours de ces dernières années. Au mois de mai, elles ont commencé à se développer dans quelques entreprises de l'industrie automobile. En quelques jours, elles se sont étendues aux principales branches industrielles, touchant en moins d'un mois plus de 150 mille ouvriers de différentes catégories professionnelles qui ont réussi à obtenir des augmentations de salaires de 8 à 15 % supérieures à l'indice officiel autorisé par le gouvernement.

L'union à la base, la combativité des travailleurs en grève et les conquêtes salariales ont stimulé fortement les autres catégories professionnelles à se mettre également en grève pour obtenir la satisfaction de leurs revendications.

Le mouvement s'est amplifié, engageant un nombre chaque fois plus élevé de travailleurs, de catégories professionnelles et de secteurs sociaux différents. Par exemple, la grève des salariés agricoles de la banane à Itanhaem et celle des médecins à Sao Paulo, Rio, etc.

Ceci montre également une transformation du caractère «spontané» des premières grèves vers un niveau de plus grande coordination, donnant ainsi aux mouvements de ces derniers jours, un caractère de «grève générale professionnelle» (grève de 100 mille professeurs à Sao Paulo, des professeurs des Etats du Paraná, de Minas Gerais, de Bahia, du Rio Grande do Sol).

Ces grèves jouent un rôle très important dans la crise économique que traverse actuellement le Brésil. Elles apportent la présence effective des travailleurs à la lutte politique et économique contre la dictature militaire et pour les libertés démocratiques, mettant ainsi en échec la base même du modèle économique d'accumulation, fondé sur la surexploitation d'une main d'œuvre bon marché, d'une classe ouvrière «docile».

La grève rappelle une fois de plus (particulièrement aux secteurs libéraux qui en ce moment se manifestent en faveur de la démocratisation mais qui «oublient» l'existence des travailleurs et de leurs revendications) la nécessité de se déterminer par rapport au droit de grève, aux lois sur le blocage des salaires, à l'autonomie et à la structure du syndicat etc...

Elle les oblige à donner la véritable dimension de leurs intentions dans leurs actes et leurs discours en faveur des libertés démocratiques, s'ils veulent, pour le moins, avoir une audience auprès des travailleurs.

La législation salariale, qui prévoit des réajustements de salaires une fois par an, décrétés par le gouvernement d'après les calculs officiels de l'inflation, l'interdiction de la libre négociation salariale entre ouvriers et patron, et les lois interdisant la grève, ont été totalement transgressées par les ouvriers.

Dans le patronat, un secteur dirigé par le représentant de la FORD du Brésil, était partisan de refuser toute négociation «sous la pression». Ce secteur ne voulait discuter que des indices officiels et souhaitait réprimer fortement les travailleurs grévistes.

Ces patrons là ont pressonné le gouvernement afin qu'il déclare les grèves illégales. Ce qui fut fait par la Justice du Travail. Les patrons obtenaient donc satisfaction et pouvaient légalement initier la répression. C'est alors qu'il y eut un coup de théâtre: devant la ferme décision des travailleurs de continuer la grève sans céder aux intimidations de la Justice du Travail, quelques dirigeants d'entreprises du secteur patronal dit de «la bourgeoisie nationale libérale» vont briser l'unité des patrons.

Agissant en fonction de leurs propres intérêts également en contradiction avec la politique économique du gouvernement et pour montrer leur désaccord avec cette politique, ces dirigeants s'appuient sur les grèves ouvrières pour pressonner, à leur tour, le gouvernement. Ils se prononcent en faveur de négociations et d'organisations libres et se déclarent contre la répression des ouvriers grévistes, rendant impossible une action d'ensemble des patrons contre les ouvriers.

Dès lors la Justice du Travail, complètement bafouée, bien que déclarant toutes les grèves illégales, se trouve dans l'impossibilité de condamner les ouvriers. Les négociations salariales commencent à se faire sur des bases au-dessus des indices officiels autorisés et directement entre ouvriers et patrons.

Dans la plupart des cas, les syndicats servent d'intermédiaires, artifice utilisé largement par les ouvriers afin d'éviter d'éventuels représailles. Tout cela contribue à donner à la classe ouvrière une première victoire sur les lois de blocage des salaires, sur la politique économique et sur les mécanismes de contrôle mis en place par la dictature militaire.

La structure syndicale officielle a donc été profondément remise en cause, ainsi d'ailleurs que le comportement de ses dirigeants, même de ceux qui se disent «d'authentiques représentants des travailleurs»

C'est dans ce cadre plus précis des relations entre les travailleurs et le syndicat officiel, qu'est apparue la présence de l'Opposition Syndicale, en tant que mouvement organisateur des ouvriers, dans la perspective d'une nouvelle conception

du syndicalisme et comme mouvement responsable de l'orientation politique de la grève.

Le mouvement de grève a été pratiquement dirigé par les travailleurs eux-mêmes. C'est le fruit de plusieurs années d'un lent travail d'organisation et de petites luttes à l'intérieur des entreprises. Les syndicats, étant donné leur manque de lien avec les ouvriers dans les usines, n'étaient au courant des grèves, dans la plupart des cas, que lorsque les ouvriers venaient les chercher pour servir d'intermédiaires dans les négociations. Ce rôle qu'ils ont joué sans y apporter la même combativité que les ouvriers, a servi à les discréditer encore plus à leurs yeux. Alors que les travailleurs étaient disposés à poursuivre la grève, les syndicats ont essayé de les en dissuader, sous le prétexte que les accords signés «rapidement» et inférieurs aux revendications, représentaient déjà une grande victoire.

Marquant une fois de plus sa présence à la pointe des luttes ouvrières, l'Opposition Syndicale est sortie renforcée grâce au rôle qu'elle a joué, soit en organisant directement, soit en servant d'exemple aux ouvriers pour organiser les commissions d'usines dans presque toutes celles où il y avait des grèves. Elle a réussi à ce que plusieurs de ces commissions soient reconnues par les patrons pour toutes les négociations à l'intérieur des usines, et a obtenu aussi une garantie d'emploi pour leurs membres, une fois les grèves terminées.

Ces grèves, atteignant dans leur grande majorité, les filiales de puissantes multinationales, viennent renforcer la lutte de tous les travailleurs qui s'efforcent dans leurs pays respectifs et dans le monde entier, de donner une riposte aux nouvelles formes d'exploitation du capitalisme international.

Les manifestations de solidarité exprimées par les travailleurs du monde entier, par l'intermédiaire de leurs centrales syndicales nationales et internationales, et les formes concrètes qu'elles ont assumées dans chaque pays, ont été très bien accueillies.

Elles ont permis une meilleure divulgation des grèves par l'envoi de télégrammes de solidarité ou par des actions en direction des maisons-mères des multinationales, en faisant pression pour que soient respectés les travailleurs brésiliens.

Ces manifestations de solidarité ont ouvert des perspectives de coopération active entre les travailleurs de tous ces pays.

Après tout, nous sommes tous victimes des mêmes patrons. Au Brésil, le capitalisme international a pris le masque d'une odieuse dictature militaire, mais c'est le même capitalisme qui, dans chaque pays, domine et exploite les travailleurs et empêche qu'ils soient les maîtres de leurs destin.

PROFESSEURS

MOUVEMENTS SOCIAUX

Grève des ouvriers des usines de faïence et de porcelaine de Itu

«Je travaille comme une bête et je ne gagne rien. J'ai 13 ans, je ne suis pas un lèche-bottes et je suis déjà en grève, oui monsieur».

Après 17 jours de grève, malgré la faim, la police et la persécution des patrons, 1800 ouvriers de 27 usines de faïence et de porcelaine de la ville de ITU dans l'Etat de Sao Paulo, ont obtenu une victoire: 15 % d'augmentation du minimum salarial qui passe de 1583 à 1983 cruzeiros (de 750 à 990 F environ).

La grève a commencé le 25 juillet. Les ouvriers demandaient à leur syndicat de négocier un accord avec les patrons au sujet des 34 % de réajustement de salaires qui ne leur avait pas été payé en 1973. (Dans les numéros précédents, nous avons parlé de ce problème concernant l'ensemble des travailleurs lésés par les faux indices indiqués par le gouvernement concernant la hausse du coût de la vie). Les patrons répondirent par le mépris: «L'ouvrier se contente d'une bouteille d'eau de vie, le salaire que nous lui payons est suffisant».

Le 25 juillet, la grève commencée dans une usine, à la fin de la semaine touchait 27 entreprises, c'est à dire toutes les usines de la région. Les patrons menacèrent de renvoyer tous les ouvriers, ils coupèrent l'eau et l'électricité des maisons des ouvriers situées sur le terrain de l'entreprise. A la demande des patrons, un détachement de 250 militaires de la troupe de choc de la Police Militaire, armés de mitrailleuses, avec des chiens policiers, des chars d'assaut, des bombes lacrymogènes, etc... furent appelés dans la ville de ITU pour réprimer la grève. Avec la plus grande violence, ils expulsèrent les ouvriers qui occupaient les usines et plusieurs furent brutalisés.

Une équipe du DEOPS (Département de la Police Politique) de Sao Paulo fut envoyée dans la région et en plus les

patrons placèrent des policiers privés armés dans les entreprises. Mais tout cela ne fit pas reculer les ouvriers: «Nous ne voulions pas entrer en grève, mais maintenant nous n'arrêterons pas et nous irons jusqu'au bout».

«Dans mon entreprise, j'étais le seul à m'arrêter, j'ai 4 frères, nous travaillons tous ici dans ces usines. J'ai 13 ans, je ne suis pas un lèche-bottes et je suis en grève, oui monsieur. Je travaille comme une bête et je ne gagne rien. Quand on demande une augmentation, ils ne la donnent pas et nous sommes obligés de pousser le chariot sous le soleil, sous la pluie et si on va pas assez vite, ils vous bouculent et vous traitent de tous les noms...».

Manifestation des employés de banque

Ça a été la première manifestation publique des employés des banques de Sao Paulo de ces dix dernières années. A la suite d'une combative et agitée campagne de revendications salariales, liderée par l'Opposition Syndicale des employés des banques, ceux-ci se sont lancés à une manifestation dans les rues du centre financier de Sao Paulo, en exigeant une augmentation des salaires de 65 % et en démontrant leur décision d'aller à la grève en défense de leurs revendications.

Ainsi, en criant des mots d'ordre tels que «65 % ou grève» et «à bas la répression», les manifestants se sont arrêtés devant la Banque de l'Etat de Sao Paulo pour dénoncer les pressions que la direction de cette banque faisait subir et en même temps dénoncer les licenciements de 5 camarades de l'Opposition Syndicale accusés d'encourager une grève.

Cette même nuit, deux milliers d'employés de banque se sont réunis dans le siège de leur syndicat pour mener à terme leur troisième assemblée générale dans le cadre de leur campagne pour l'amélioration des salaires; dans cette assemblée ils ont rejeté la première proposition des patrons, laquelle avait été auparavant acceptée par le président du Syndicat dans une réunion secrète avec ceux-ci.

La prochaine assemblée aura lieu le 30 septembre: jusque là, tout effort de

mobilisation sera mené dans le sens d'élargir le soutien à la grève pour les 65 % d'augmentation.

D'autre part, dans les états de Rio de Janeiro et Minas Gerais les travailleurs se préparent eux aussi à entrer en grève.

Grève dans les hôpitaux

La lutte des médecins salariés, commencé en juillet dernier s'est étendue à l'ensemble du pays; de plus, dans 5 états (le Brésil est une république fédérative de 22 états), 15 mille internes se mis en grève. A leur suite, les fonctionnaires des hôpitaux: infirmiers, aide-soignantes cuisiniers, employés à la lingerie, etc... ont aussi arrêté le travail. Tous négocièrent directement avec les entreprises privées, les gouvernements des Etats, les mairies et même avec le gouvernement fédéral, afin de faire aboutir leurs revendications.

Ce mouvement est très bien vu par l'ensemble de la population et compte sur l'appui et la solidarité des autres catégories professionnelles. En effet, leurs revendications ne concernent pas uniquement les salaires et conditions de travail, mais surtout, le fonctionnement d'un service.

Tous ceux qui, au Brésil, ont dû faire la queue à l'INPS (Institut National de Prévoyance Sociale) autrement dit la Sécurité sociale, ou à la porte des dispensaires, dans l'attente d'une consultation ou d'un bon d'entrée pour l'hôpital reconnaissant que la détérioration du niveau des prestations de ce service public est de l'entière responsabilité du gouvernement et non celle des médecins et fonctionnaires.

La principale cause de l'actuelle situation de chaos des secours médicaux au Brésil, tient au fait que le service médical gratuit et la médecine étatisée qui devaient fonctionner à travers l'INPS, ont été détournés de leur objectif. En réalité ce qui existe aujourd'hui c'est une médecine privée, une véritable industrie de la médecine qui offre de très mauvais salaires aux médecins et fonctionnaires et répond encore plus mal aux besoins de la population. Finalement, ces «entrepreneurs» de la médecine appuyés par le gouvernement ne visent que le profit.

Les médecins et les internes revendiquent respectivement un salaire minimum égal à 10 et 5 fois le salaire minimum soit environ 6000 et 3000 francs.

Les fonctionnaires veulent une récupération du pouvoir d'achat réel de leurs salaires (100 %). Les premiers veulent de meilleures conditions d'assistance aux malades, de recherche et d'enseignement. Les seconds de meilleures conditions d'assistance aux malades et de meilleures conditions de travail.

5ème congrès de la CNTI (Confédération nationale des travailleurs de l'industrie)

C'est avec l'allocution du président Geisel demandant discipline, esprit de sacrifice, félicitant son propre gouvernement et garantissant que les augmentations de salaire avaient dépassé le coût de la vie que s'est ouvert le 5ème Congrès National des Travailleurs de l'Industrie, le 24-7-78 (le congrès a eu lieu en 1946 et le 4ème en 1970). Ont été invités 6000 délégués des syndicats officiels, correspondant à 8 millions de travailleurs de l'industrie, organisés en 1109 syndicats et 59 fédérations.

Organisé bureaucratiquement et avec grand appareil pour se transformer en une manifestation de plus des syndicats officiels en faveur du régime, le 5ème congrès de la CNTI a fini par se transformer en un événement vivant et en un centre de débats sur des problèmes concrets d'intérêt fondamental pour la classe ouvrière brésilienne. Il a ouvert également la perspective d'une action plus organisée au niveau des Syndicats officiels.

Au cours de ce congrès s'est menée une lutte pour un règlement démocratique qui permette la discussion des orientations par tous les congressistes (et non pas seulement par les 600 participants aux commissions de 30 délégués chacune) et pour que le droit de vote en assemblée plénière soit également étendu à tous les délégués présents. Cette lutte a été le symbole de la lutte même que

mènent les travailleurs aujourd'hui pour la liberté d'expression et de manifestation, le droit de grève, la fin du blocage des salaires et pour l'autonomie syndicale.

Le 5ème congrès, il ne pouvait en être autrement, a été profondément influencé par la formidable élévation du niveau des luttes de la masse des travailleurs du pays, parmi lesquelles les grèves de Sao Paulo en sont le meilleur exemple. Les dénonciations ainsi que la mobilisation des dirigeants syndicaux contre les machinations organisées par le président de la CNTI, Ary Campista, avaient déjà commencé le vendredi 21-7-78, pendant la réunion du conseil des représentants de la CNTI. Le dirigeant syndical représentant la Fédération des Métallurgistes de l'Etat de Minas Gerais a déclaré dans son compte-rendu :

«Préoccupée de défendre les intérêts des Industries, où donc était la CNTI dans la lutte pour la récupération salariale ? Où est la CNTI qui ne dénonce pas les crimes commis par la modèlisme économique actuel contre la classe ouvrière brésilienne ?». Le lundi, après la sortie du président Geisel de l'assemblée plénière, les voix de nombreux dirigeants syndicaux se sont élevées contre les orientations présentées par la CNTI et contre son président renforçant une tendance à l'intérieur du 5ème congrès qui s'est constituée en un groupe d'opposition,

avec les délégués de 47 syndicats, correspondant à environ 2 millions d'ouvriers et les micros débranchés, le groupe d'opposition n'a pas réussi à s'exprimer, et la police, appelée par Ary Campista, prenant une attitude d'intimidation, a procédé à une fouille de tous les congressistes.

Toutes les orientations préparées antérieurement et présentées par la CNTI, ont été approuvées sans discussion. L'opposition s'était inscrite pour parler des sujets traités dans les orientations, mais, en général, elle a abordé des thèmes considérés comme interdits (autonomie syndicale, élections libres dans tout le pays, amnistie, convocation d'une assemblée constituante, création d'une CGT, etc...) on lui a coupé la parole et les thèmes débattus n'ont pu être soumis à l'assemblée plénière.

A la fin du 5ème congrès, l'opposition a, malgré tout, considéré sa participation comme une expérience victorieuse pour le mouvement syndical d'opposition. Elle a réussi, à l'intérieur d'un congrès autoritaire, à ouvrir un espace permettant à la démocratie de s'exprimer dans les réunions parallèles des commissions dans les discussions tenues en assemblée plénière.

De là est sorti un document sur la liberté et l'autonomie syndicale et une «Charte de Principes».

Charte de principes (résumé)

«Les signataires de la présente charte, qui n'ont pas accepté la structure imposée par le sommet de la CNTI pour la réalisation du 5ème congrès national des travailleurs des industries, reflétant la volonté de ses représentants et attentifs à leurs aspirations et aux problèmes qui réclament une solution urgente, approuvent la charte suivante, contenant les revendications qu'ils se proposent de défendre et de faire connaître.

D'abord, ils réitèrent leur protestation contre le règlement interne du 5ème congrès imposé aux participants, sans discussion préalable qui, par conséquent, a empêché, niant au travailleur le droit de réfléchir sur les questions concernant la nation toute entière. De plus, ils regrettent le système établi qui a interdit aux congressistes l'accès aux commissions et sous commissions, le droit de choisir les présidents de celles-ci, les transformant en assistants isolés des conférences ou en participants de programmes touristiques.

1 - Problèmes nationaux

Après de longues années de marginalité, dans l'impossibilité de participer aux décisions qui intéressent de près la nation toute entière, mais encore confiants

dans le rétablissement de la démocratie, ils demandent pour les travailleurs de l'industrie :

a - le plein exercice du droit de vote, avec le choix direct de tous leurs représentants et dirigeants, y compris sénateurs, gouverneur et le président de la République;

b - la convocation d'une Assemblée constituante qui, par une ample discussion des problèmes nationaux, composée également des représentants des travailleurs, puisse élaborer la loi la plus importante régira le destin des brésiliens;

c - la révocation des lois d'exception;

d - la garantie de la liberté de pensée, de la liberté de la presse avec l'abolition de toute forme de censure aux manifestations intellectuelles et artistiques;

e - la liberté d'association, sans restriction de nature à compromettre son authenticité et la réalisation de ses buts;

f - la suppression de toutes mesures d'exception qui défigurent la démocratie;

g - l'amnistie;

h - le respect des droits de l'homme;

2 - Politique nationale de développement.

3 - Organisation et Action syndicale.

Les travailleurs comprennent qu'il devient urgent d'adopter une nouvelle organisation syndicale, de dépasser le modèle fasciste déjà aboli dans tous les pays qui comme le nôtre l'avaient adopté. Il est nécessaire que soit débattue largement cette question en cherchant un modèle qui nous soit propre et qui reflète les aspirations de liberté des travailleurs et la réalité de notre temps. De toutes façons nous revendiquons :

a - liberté et autonomie syndicale, abolissant toute tutelle gouvernementale;

b - la direction et l'orientation des syndicats doivent avoir pour base leurs assemblées qui seront souveraines pour dicter le comportement des dirigeants les formes d'actions, l'utilisation des cotisations syndicales et autres recettes et l'élaboration de leurs statuts;

c - droit de grève inconditionnel, avec suppression immédiate de toute la législation restrictive;

e - substitution du contrat de travail individuel par une convention collective librement négociée;

f - reconnaissance des délégués syndicaux et des commissions d'usine comme organes représentatifs du syndicat à la base;

g - liberté de s'associer aux organisations syndicales internationales.

4 - Education et Alimentation.

5 - Problème du Logement.

6 - Justice et Droit du Travail.

7 - Assistance Sociale, Hygiène et Sécurité du Travail de Rio Janeiro, Juillet 78.

Onsigné le document :

Confédération nationale des travailleurs des organismes de crédit.

Fédération des travailleurs des banques de Minas, Gerais, Goias, Brasília.

Fédération des travailleurs des industries urbaines de Sao Paulo.

Fédération des travailleurs de la Chimie de Sao Paulo ainsi que 68 syndicats de différentes catégories professionnelles de plusieurs Etats.

Pelegos (jaunes) aux abois

Au cours de ces derniers mois, plusieurs élections syndicales importantes ont eu lieu au Brésil. Ce fut, pour les «pelegos» un mauvais moment à passer.

L'Opposition syndicale (O.S.) a remporté la victoire aux élections du syndicat des journalistes de Rio de Janeiro, en renversant le «pelego» José Machado de la présidence du syndicat qu'il occupait depuis 12 ans ! La liste de l'Opposition, comme dans les autres syndicats, a été formée démocratiquement, à partir d'assemblées sur les lieux de travail et d'un sondage auquel participèrent plus de 2000 journalistes.

La nouvelle direction d'Opposition s'engage à lutter pour la liberté de grève, d'organisation et de manifestation, contre toute forme de censure, pour la liberté d'expression, pour la liberté et l'autonomie du syndicat.

Cependant il n'est pas facile pour l'O.S. de participer à des élections syndicales. Les lois de la dictature qui réglementent ces élections, sont faites pour assurer la réélection des «pelegos» (jaunes), en facilitant la fraude électorale. C'est ce que l'on a pu constater lors des élections dans les principaux syndicats de la métallurgie. A Osasco, Belo Horizonte, Campinas et Sao Paulo, les «pelegos» ont réussi à se maintenir à la tête des syndicats, avec l'aide de la police, des patrons et du gouvernement, qui protégeaient la fraude.

Malgré tout, les résultats officiels n'arrivent pas à cacher la force que prend l'Opposition syndicale, reflet de la prise de conscience et de l'organisation des travailleurs. Les résultats officiels donnent 33 % des voix pour la liste de l'O.S. à Belo Horizonte et 38 % à Campinas.

Le «pelego» Joaquim est président du syndicat depuis 1965. Un métallurgiste qui faisait partie des dirigeants en 1967 raconte que pour gagner «nous avons dû passer la nuit à brûler des bulletins de vote». Il raconte aussi que Joaquim allait jusqu'à utiliser des voitures de l'ambassade américaine, et qu'en outre il avait envoyé au DEOPS (police politique) une liste de 1800 noms d'ouvriers de l'Opposition syndicale en les accusant d'être subversifs.

Pendant cette campagne de 1978, toute la machine du syndicat fut mise au service de la propagande électorale des «pelegos». Même les médecins et les dentistes du syndicat étaient chargés d'influencer leurs malades pour voter en faveur de la liste des «pelegos». En dehors du syndicat, c'était la police qui, à partir

des indications des dirigeants, poursuivait et menaçait les leaders de l'Opposition syndicale.

L'un d'entre eux, Antonio Flores, fut menacé directement par un individu qui déclara faire partie de la police: «Si vous continuez à aller au syndicat, on vous en empêchera à la demande du président Joaquim dos Santos Andrade».

Des événements semblables arrivèrent à de nombreux camarades de l'O.S.

La fraude fut découverte pendant l'élection. On empêcha les observateurs de la liste 3 (Opposition syndicale) (voir le numéro précédent du bulletin) d'accompagner les urnes dans les usines. Parmi les membres des bureaux de vote il y avait des dirigeants syndicaux et des employés du syndicat. Le vote ne commençait pas dans les locaux aux heures fixées, ceci pour dérouter les observateurs de l'O.S. Les urnes étaient fermées par un ruban de crêpe qui permettait toutes les possibilités de substitution de votes, comme cela fut constaté au dépouillement. Grâce à un compte rendu qui montrait l'évidence de la fraude dans 118 urnes sur les 160..., l'Opposition syndicale par ses avocats a pu demander l'annulation des élections à la justice du Travail. Cette (in) JUSTICE a tout simplement rejeté la demande.

Le jour du dépouillement, l'O.S. demanda une fois de plus l'annulation des élections à M. Oswaldo Preus, procureur du Ministère du Travail qui assistait au dépouillement. Cette demande fut aussi rejetée. Le dépouillement était presque terminé, lorsque le Procureur lui-même constata une fraude de plus dans les urnes qui avaient recueilli les votes au siège du syndicat. Pressionné par les camarades de l'O.S. et devant les journalistes, le Procureur prit 4 bulletins de vote dans l'urne pour vérification, et constata qu'aucun d'eux ne figurait sur la liste officielle des votants. Il faut expliquer que vote secret au Brésil signifie que chaque votant doit signer son bulletin de vote. Devant cette fraude évidente, le Procureur décida d'annuler les élections à la grande joie de la foule qui s'était rassemblée dans la rue devant le siège du syndicat, dans l'attente des résultats. Cette annulation fut fêtée comme une grande victoire, à la fois par l'Opposition syndicale et par la foule.

En conséquence, et d'après la loi, de nouvelles élections auraient dû avoir lieu dans un délai de 3 mois. Seulement, le mandat du «pelego» Joaquim serait alors terminé et il n'occuperait plus le poste de président, et n'aurait donc plus la facilité de «manipuler» les élections à sa guise. Il ne s'avoua pas vaincu, et fit appel contre la décision du Procureur.

Dans un temps record, la Justice du Travail, sans prendre la peine de consulter les parties intéressées, allant ainsi à

l'encontre des lois les plus élémentaires du droit, déclara valides les élections, contre la décision du Procureur du Ministère du Travail et déclara le «pelego» Joaquim élu... Les avocats de l'O.S. apprirent cette décision par la presse, immédiatement l'avocate Gilda Graciano essaya de connaître directement par le Délégué régional du Travail à Sao Paulo, la notification officielle. Elle fut reçue par la secrétaire Maria Helena et lui dit «Je veux savoir par le délégué lui-même et non pas la presse, pour quels motifs il a déclaré valide cette élection» ce à quoi la secrétaire répondit «la décision est arrivée directement de Brasilia, par telex» «où est le télex?» «c'est un document secret» répondit la secrétaire. L'avocate dénonça à la presse le procédé «Nous de l'Opposition syndicale n'avons pas pu répondre, c'est anti-constitutionnel, c'est une preuve de l'arbitraire auquel on nous soumet».

L'O.S. a bien compris toute la machination et en a tiré les conclusions. A. Flores disait «tout vient de la structure syndicale à la remorque du Ministère du Travail; maintenant l'importance de la lutte à mener contre cette structure saute aux yeux».

Immédiatement après les élections, l'O.S. a commencé à faire le bilan de son action. Il ressort de ses conclusions que «la plus grande victoire a été de faire connaître dans toutes les usines le programme de l'Opposition syndicale. Après 14 ans, on sentait dans les conversations aux portes des usines, l'intérêt des métallurgistes pour les événements les grèves, les luttes des autres oppositions de Sao Paulo et de sa banlieue, la situation du pays. La campagne électorale a permis de sentir la sympathie des gens pour le programme d'action de l'O.S., car il avait été discuté démocratiquement dans les usines par plus de 2000 personnes. Voilà sur quelle base doit se continuer la lutte pour le programme».

Le progrès ne s'est pas vérifié seulement par la prise de conscience, mais aussi par l'organisation des travailleurs. Des dizaines de commissions d'usines ont été reconnues par les patrons et quelques unes ont obtenu la sécurité d'emploi pour les membres pour 1 ou 2 ans. Les commissions d'usines affrontent et résolvent les problèmes d'un syndicalisme qui a toujours rencontré des difficultés pour avoir une base à l'intérieur des usines. C'est l'objectif principal de la lutte pour un syndicalisme indépendant et autonome. C'est l'avenir du syndicalisme brésilien, observe l'Opposition syndicale dans son bilan, et elle conclut «c'est uniquement à travers une Central interprofessionnelle que nous arriverons à briser le verticalisme actuel. Nous devons agir de façon à ce que les syndicats soient des organismes représentatifs de la classe, qu'ils surgissent de la base, à travers des commissions d'usines».

Les professeurs en grève

Pour la première fois depuis 14 ans les professeurs font une «grève générale de catégorie». Ils ont surpris le gouvernement militaire, gagné l'appui de la population et déjoué les manœuvres de leurs dirigeants syndicaux officiels, «pelogos» (jaunes) à la solde du gouvernement. En 5 jours, 110 mille professeurs sont entrés en grève dans l'Etat de Sao Paulo.

La première victoire fut la création d'un Commandement général des grèves organisant des commissions par écoles, par régions, unissant les professeurs de l'enseignement estatal et municipal. (Certains professeurs sont employés par l'Etat, d'autres par les communes). La grève sera maintenue jusqu'à la victoire

de leurs revendications: 38 % d'augmentation pour les professeurs municipaux et 27 % pour tous les autres. Ils veulent aussi dépendre de la CLT (Consolidation générale du Travail) c'est à dire de la législation du travail. Leur lutte pour une meilleure qualité de l'enseignement leur vaut la solidarité des parents d'élèves.

Au Brésil, les fonctionnaires publics n'ont pas le droit de se réunir en syndicats comme les travailleurs du secteur privé. Ils s'organisent donc en «associations civiles» pour la défense de leurs intérêts. Ces associations obéissent, comme les syndicats, à des lois et sont contrôlées par le gouvernement.

Le CCP (Centre des Professeurs de Sao Paulo), l'APEOESP (Association des Professeurs de l'enseignement officiel de l'Etat de Sao Paulo) et l'APEEM (Association des Professeurs de l'enseignement municipal) sont les principales.

Le CCP fut fondé en 1934, il compte aujourd'hui 70 mille associés. Son président, un député de l'ARENA (parti du gouvernement) le dirige depuis 10 ans, lui donnant un caractère extrêmement paternaliste et d'assistance. Jusqu'à présent il a fait construire 4 établissements de vacances et 40 piscines, mais aucune revendication ne lui a semblé nécessaire pour la catégorie.

L'APEOESP fondée en 1945 est aussi subordonnée à la législation officielle paternaliste et d'assistance.

L'APEM fut créée par le Secrétariat municipal de l'Éducation en 1977, sans aucun lien avec les professeurs municipaux. Jusqu'alors, bien que très nombreux, ces professeurs n'avaient aucune organisation représentative et ni le CCP, ni l'APEOESP ne voulaient défendre leurs revendications quelles qu'elles soient.

En 1977, les professeurs commencèrent à s'organiser en dehors de leurs organisations officielles. Ils se réunirent en assemblées et signèrent des pétitions pour présenter leurs revendications au gouvernement. Celui-ci, malgré la propagande officielle, continue sa politique de réduction des crédits destinés à l'éducation, considérée comme un secteur non prioritaire dans l'échelle des investissements.

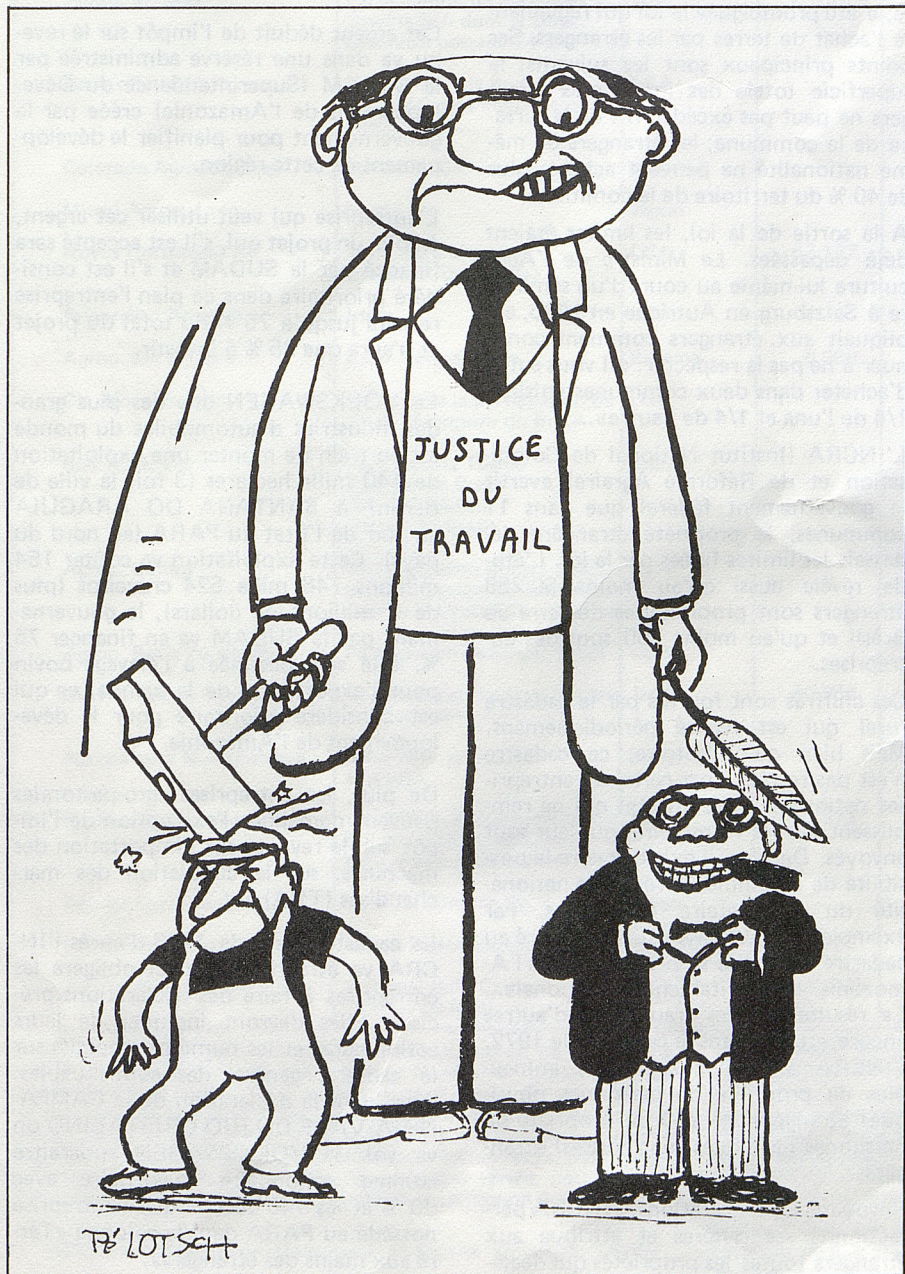
Tout cela crée une situation favorable à la détérioration du niveau de l'enseignement et des salaires des professeurs, stimule la naissance de mouvements de cette importance qui, partant de Sao Paulo, a déjà atteint plusieurs Etats.

Dans l'Etat du Parana (au sud de Sao Paulo), dans la ville de APUCARANA, le 20 juillet dernier, 5 mille professeurs venus de 50 villes et représentant 20 mille professeurs, se réunirent dans la plus forte concentration réalisée depuis 10 ans dans cet Etat.

Les professeurs ont décidé de continuer leur mouvement jusqu'à la victoire de leurs revendications: augmentation du minimum salarial de 1600 cruzeiros à 5000 cruzeiros (environ 2500 F) sécurité de l'emploi pour ceux qui ont 10 ans de profession et la réglementation du statut de professeur.

La grève fut suivie dans 96 villes par plus de 40 000 professeurs. La solidarité fut générale, même les directeurs de nombreuses écoles se solidariserent avec le mouvement et appuyèrent les revendications de leurs professeurs. Une pétition signée par plus de 2000 parents d'élèves fut envoyée au gouvernement pour qu'il accepte les revendications des enseignants.

Dans l'Etat de BAHIA (au nord-est) pendant près d'un mois, 17 000 professeurs en grève demandaient au gouverne-



ment: équivalence de salaires entre professeurs titulaires et professeurs sous contrat; réglementation du statut de professeur; promotion par conclusion de cours universitaires; primes pour ceux qui travaillent dans des régions insalubres ou d'accès difficile.

D'autres professeurs se joignent au mouvement dans les Etats de RIO de JANEIRO, MINAS GERAIS (nord-est) et RIO GRANDE DO SUL (sud de Sao Paulo).

Il est important de signaler que récemment les professeurs rentrent dans le cadre des professions qui ne peuvent pas faire grève étant considérées comme «essentielles» au pays par le décret-loi 1632 (Loi anti-grève).

Ouvriers agricoles en grève

1200 ouvriers agricoles des principales exploitations de bananes de ITA-NHAEM (Sao Paulo) ont fait une grève de 3 jours, pour protester contre le retard apporté au paiement de leurs salaires. Ce retard allait de 3 à 16 mois suivant les exploitations. Tout d'abord il faut savoir que les ouvriers de ces exploitations se fournissent dans les boutiques appartenant à ces exploitations et paient à la réception de leurs salaires. Lorsque ces magasins d'alimentation furent vides et que faute d'argent ils ne pouvaient se fournir dans les magasins de la ville, les ouvriers décidèrent d'agir. Un autre point important à signaler est que le prix des aliments achetés est défalqué de leurs salaires, mais lorsque la fin du mois arrive, l'argent gagné est toujours inférieur à celui dépensé... de cette façon, ces ouvriers sont continuellement endettés vis à vis de leur patron qui est aussi leur épicié.

Ces exploitations produisent 40 % des bananes exportées par le Brésil. Elles sont très mécanisées, possèdent des avions, de aéroports et des ports privés, et journalièrement les chargements de bananes continuent de sortir des 4 plus grandes exploitations transportant des tonnes de bananes, mais lorsque les travailleurs demandent le paiement de leurs salaires en retard, on leur répond qu'il n'y a pas d'argent.

Connaissant cette situation, après avoir enfin reçu leurs salaires, les ouvriers agricoles se préparent pour de nouvelles revendications: 60 % de réajustement salarial à partir de septembre, de meilleures conditions de travail et d'hygiène et le respect de leurs droits conformément à la législation du travail que les patrons ne respectent pas.

Quelle est au Brésil la superficie des terres appartenant aux étrangers ?

La réponse à cette question conduit à deux scandales: le premier par ce qui est connu au sujet de la quantité des terres vendues aux étrangers et le second parce que les services officiels n'ont pas le plus petit contrôle sur l'importance des propriétés étrangères dans le pays.

Le dernier effort fait en ce sens fut en 1968, lorsque, à la demande du député Marcio Moreira Alves, fut créée une Commission Parlementaire d'Enquêtes. La conclusion fut que plus de 20 millions d'hectares (1/40 du Brésil ou près de 4 fois la France) appartenaient à des étrangers.

A la suite de cette commission d'enquête, a été promulguée la loi qui réglemente l'achat de terres par les étrangers. Ses points principaux sont les suivants: la superficie totale des immeubles étrangers ne peut pas excéder 1/4 de la surface de la commune; les étrangers de même nationalité ne peuvent acheter plus de 40 % du territoire de la commune.

A la sortie de la loi, les limites étaient déjà dépassées. Le Ministre de l'Agriculture lui-même au cours d'un séminaire à Salzburg en Autriche en 1975, expliquait aux étrangers comment continuer à ne pas la respecter: «Il vous suffit d'acheter dans deux communes voisines 1/4 de l'une et 1/4 de l'autre»...

L'INCRA (Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire) avertit le gouvernement fédéral que dans 11 communes, la propriété étrangère dépassait les limites fixées par la loi. L'étude révèle aussi qu'au moins 50 258 étrangers sont propriétaires de terre au Brésil et qu'au moins 700 sont des entreprises.

Ces chiffres sont fournis par le cadastre rural qui est réalisé périodiquement. Mais bien qu'obligatoire, ce cadastre n'est pas respecté par certaines entreprises nationales et étrangères qui ne remplissent pas les formulaires qui leur sont envoyés. De plus, il existe encore la possibilité de dissimuler la véritable nationalité du propriétaire des terres. Par exemple la VOLKSWAGEN a déclaré au cadastre rural que sa propriété dans l'Amazonie est véritablement nationale... Le résultat de ces fraudes, et d'autres encore, est que dans le cadastre de 1972, l'INCRA a catalogué 44 390 immeubles de propriété de personnes physiques étrangères et 244 de propriété de personnes juridiques (entreprises) étrangères.

Revoyant les déclarations, l'INCRA perfectionna ses critères et attribua aux étrangers toutes les propriétés qui déclaraient avoir un capital égal ou supérieur à 50 %.

Résultat: de 244 entreprises propriétaires de terres on passa à 1758. Et la superficie qui était de 1,1 million d'hectares devint 5 millions. Une autre révélation importante: 40 % des terres cultivables ne l'étaient pas (sans compter les terres de réserves de forêts). Depuis, ce nombre a augmenté rapidement à cause de la politique d'avantages fiscaux. Cette politique créée dans les années 50 pour le Nord-Est a été ensuite étendue à l'Amazonie. Les entreprises installées au Brésil peuvent déduire jusqu'à 50 % de leur impôt sur le revenu pour l'investir dans des travaux en Amazonie.

Cet argent déduit de l'impôt sur le revenu va dans une réserve administrée par la SUDAM (Superintendance du Développement de l'Amazonie) créée par le gouvernement pour planifier le développement de cette région.

L'entreprise qui veut utiliser cet argent, établit un projet qui, s'il est accepté sera financé par la SUDAM et s'il est considéré prioritaire dans ce plan l'entreprise recevra jusqu'à 75 % du total du projet et n'aura que 25 % à investir.

La VOLKSWAGEN une des plus grandes industries d'automobiles du monde est en train de monter une exploitation de 140 mille hectares (3 fois la ville de Berlin) à SANTANA DO ARAGUIA au sud de l'Etat du PARA (au nord du pays). Cette exploitation va coûter 154 millions 746 mille 524 cruzeiros (plus de 8 millions de dollars), le gouvernement par la SUDAM va en financer 75 %. Elle sera destinée à l'élevage bovin pour l'exportation de la viande, ce qui est considéré prioritaire pour le développement de l'Amazonie.

De plus, les entreprises agro-pastorales peuvent demander l'exemption de l'impôt sur le revenu, sur l'importation des machines, sur la circulation des marchandises (TVA) etc...

Le cadastre rural de 1978 d'après l'INCRA va être rigoureux, et obligera les entreprises à faire des déclarations précises. Elles devront indiquer de leurs actionnaires et les numéros respectifs sur le cadastre général des contribuables. Ainsi dans la déclaration de la CAMPANHIA VALE DO RIO CRISTALINO on va voir la VOLKSWAGEN apparaître comme actionnaire majoritaire avec 80 % et les 140 000 ha que l'entreprise possède au PARA dans la colonne «Terre aux mains des étrangers».

Nom national	Contrôle	Pays	Superficie	Etat	Capitaux en millions de Frs	Dons (aide de la SUDAM)	Année d'approbation du projet
Cia Vale do Rio Cristalino	Volkswagen	Allemagne	140 000	PA	38,8	116,4	74
Agropecuaria Agua Azul	Famille Davis	USA	98 000	PA	3,4	10,2	69
Liquifarm Agrop. Suia Missu	Liquifarm (2)	Italie	670 000	MT	85,8	257,6	76
Amazonia Mod. e Laminados	Georgia Pacific	USA	400 000	PA	Exonération d'impôts (de vente, d'importation et exportation)		
Bruynzel Madeiras S/A	Bruynzel NV Bethlehem Steel	Hollande USA	200 000	AP	2,9	8,8	66
Fazenda Nova Viena	Georg M. Markof	Autriche		MT	5,2	18,6	74
BCN Agropastoril	BCN (nationale) (Participation de la Barclays)	Angleterre		MT	18,4	55,2	76
Superfine Madeiras SA	Toyo Menka	Japon	300 000	PA	6,6	17,3	72
Agrop. Duas Ancoras	Henblein Inc.	USA		MT	3,5	10,5	72
Cia. Agrop. do Para	King Ranch e Swift Armour	USA	163 000	PA	45,2	126,8	76
Cia Agrop. do Rio Inaja	Sifco Industries Inc.	USA	30 260	PA	0,5	1,7	68
Magesa	Hobin Holie Mc Glohn e Georgia Pacific	USA	300 000	PA	2,3	7,1	71
Agrop. Mirassol	Participation de Piramides Brasilia S/A dont la Dow Chemical possède 24 %	USA		MT	8,9	26,8	
Druy's Fiel S/A Agrop.	Druy's Dist. de Produtos Internacionais contrôlée par Heublein Inc.	USA		MT	7,1	21,4	73
Colorado Agropecuaria	Marubeni Co.	Japon		PA	0,5	1,5	70
Mitsui Agrop. Ltda.	Mitsui Co	Japon		PA	0,6	1,9	70
Novos Horizontes SA	Twin Agricultural et Industrial Developers	USA	63 122	PA	Exonération d'impôts		73
Frigorifico Araguaia	Idem	USA		GO	Exonération d'impôts		
Agrop. Sul do Para	Ester Reserarch Co	Panama	5 000	PA	1,0	3,0	68
Cia. Nova Fronteira	Cofap avec la participation de TRW Thompson do Brasil	USA		PA	6,6	20,0	73
Cias As de Ouro	Agropecuaria Toshio Toyobo do Brasil Bco. Mitsubishi Yakult do Brasil	Japon		MT	3,1	9,8	73
Agrop. Consul	Refrigeradores Consul avec la participation de Brastemp Capital Whirpool Corporation	USA		MT	4,2	12,6	72
Agrop. Barra do Garças	Participation de Singer Brésil	USA		MT	17,0	51,0	
Cia Rio Capim Agrop	Bradesco avec la participation de Nichimen	Japon	40 986	PA	18,3	54,9	76
Agropastoril Nova Patricia	John W.R. de Buys Roessigh	Suisse		MT	0,6	3,08	71
Piraguassu Agropecuaria	Imobiliaria e Desenvolvimento Sul America de Maquinas contrôlée par Lamooka Realty	Japon	52 373	MT	17,2	50,1	76
Agropecuaria Araguaçu	Tsuzuki Spinning Co.	Japon		GO	0,7	2,2	72
Frigorifico Anglo	Union Internacional	Angleterre	664 000	MT	Inconnus		
Jari Florestal e Agrop (3)	National Bulk Carriers (Daniel Ludwig)	USA	3 500 000	PA	Exonération d'impôts)		

(1) L'année d'approbation du projet par la SUDAM est importante en ce qui concerne le montant des capitaux investis. On observe que les projets les moins coûteux sont les plus anciens. Les capitaux sont libérés par tranches par la SUDAM, qui réajuste la valeur suivant les obligations réajustables du Trésor national (ORTN). Volkswagen, par exemple, va recevoir 116,4 millions en plusieurs tranches. Mais, pour éviter la dévalorisation due à l'inflation, lorsque sera versée, par exemple la dernière tranche en 1987, il sera appliqué la correction des ORTN.

(2) Participent également Carbocloro Industrias Químicas, Unipar,

Mercdes Benz, Cargil Agricola, Heliogas, Domeasa Utensilios Domesticos, Liquipar e d'autres.

(3) La superficie possédée par la firme Jari est controversée. A l'INCRA l'entreprise a enregistré, en 1972, un total de 1 million d'ha. mais a demandé d'enregistrer à l'Institut des terres de l'Etat du Para, un total de 3,5 millions d'ha. Selon l'évêque de Maraba (Para) Dom Alano Pena la superficie réelle, possédée par JARI serait de 6 millions d'ha.

Sources: Onia Interrinvest, Incra, Sudam, Revue Amazonia Brasileira em Foco, de juin et septembre 1976, journal Movimento et d'autres.

Salaires et coût de la vie

Comme tous les ans, en mai, le gouvernement fixe par décret l'indice d'augmentations du salaire minimum, calculé à l'aide de données et formulés secrets.

Cette année l'augmentation a été de 39 %, ramenant le salaire minimum à Sao Paulo à 1 560 cruzeiros par mois (340 F).

Suivant les calculs du DIEESE (département intersyndical d'études et de statistiques socio-économiques), le nouveau salaire minimum représente 30 % au-dessous de ce qu'il est nécessaire, pour une famille de quatre personnes à Sao Paulo, pour ses seules dépenses alimentaires.

La signification de ces données se fait d'autant plus criante lorsqu'on sait que 56 % des travailleurs urbains gagnent un ou moins d'un salaire minimum.

Ces données nous montrent déjà une des raisons du grand intérêt des multinationales à investir au Brésil. « Dans l'industrie de pointe, dans les grandes entreprises, le coût des salaires n'atteint pas 10 % des dépenses totales ».

Bulletin édité par l'association BRESIL DES TRAVAILLEURS

Abonnements

- ordinaire, avec numéros spéciaux éventuels: 20 F
- de soutien: . . . à partir de 50 F

Paiement par chèque bancaire ou chèque postal adressé à:

BRESIL DES TRAVAILLEURS
5 rue Mayran
75009 PARIS

Pout tout changement d'adresse, joindre 2 F en timbres.

Directeur de la publication
Paulette RIPERT

Maquette et impression:
Atelier de Reprographie
26 rue de Montholon
75009 PARIS



Osasco

C'est il y a dix ans, en juillet 1968, qu'a eu lieu la grève d'OSASCO (Sao Paulo).

Environ 15 000 ouvriers de diverses catégories professionnelles se sont mis en grève: deux usines ont été occupées tandis que les travailleurs des autres usines arrêtaient le service, se mettaient en marche à travers la ville et occupaient le siège du syndicat des métallurgistes. Ils réclamaient de meilleurs salaires, réajustés trimestriellement selon la hausse du coût de la vie, un contrat de travail collectif et de meilleures conditions de travail et d'hygiène.

Ils avaient commencé à s'organiser en commissions d'usines dès 1965, ils avaient élu, pour diriger le syndicat, des camarades choisis dans ces commissions et de plus, participaient à tous les niveaux de la vie politique de la ville.

Le Ministre du Travail et le gouverneur de l'Etat, qui jusqu'alors avaient laissés se tenir les manifestations étudiantes, ne perdirent pas de temps. Dès le pre-

L'éducation et le travail des enfants

Dans le seul état de Sao Paulo, près de 108 milliers d'enfants à l'âge scolaire - entre 7 à 14 ans - n'ont pas l'accès à l'enseignement. Ceci résulte de plusieurs raisons, selon le premier recensement scolaire de Sao Paulo, dont les données ont été révélés par le secrétariat municipal d'Education. Mais, cette absence scolaire est due principalement au fait que à peu près la moitié de ces enfants travaillent: 48 % d'eux sont obligés à aider, de leur travail, à l'entretien familiale. Pour le reste, un grand pourcentage de ces enfants n'assiste à l'école en raison d'insuffisances de santé (mentale et physique) ou de manque de ressources matérielles.

mier jour, la grève fut durement réprimée par la force armée et le sixième jour elle était déjà écrasée, le syndicat sous contrôle et, pendant un mois, les usines et la ville occupées militairement.

Mais, même après ces événements, les patrons ont fini par accorder des augmentations de salaire, satisfaisant aux revendications spécifiques de chaque usine et s'engagent à indemniser tous les travailleurs mis à pied.

Dix ans après, les mêmes mots d'ordre de lutte sont brandis par la classe ouvrière et Osasco est resté un exemple. C'est devenu pratique courante dans les usines de discuter de la nécessité d'organiser des commissions d'usines comme celles qui existaient de 1965 à 1968 à Osasco. D'autre part les Oppositions syndicales cherchent à prendre la direction de tous les syndicats officiels.

Osasco est une expérience vivante, un point de départ dans la classe ouvrière brésilienne pour son émancipation.

